

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Envoyé : 26 août 2020 10:09
À : Michael Mills; Lorenzo Ieraci; Catherine Poulin
Cc : Angela Intranuovo; Bryan Blom; Carole Charette; Caroline Audette; Lord, David (Ext.); Elizabeth Lindsay; Christensen, Esther (Ext.); Geneviève Côté; Irene Wu; James Stott; Judith Rorai; Karim Adam; Kimberley Dicks; Liaison; Lucie Brosseau; Maria Cama; Marie-Christine Lalonde; Melissa Pacheco; Mia Arruda; Mohamed Lash; Nathalie Larocque; Pamela Eades; Rachel Lagacé; Renee Stephen; Sarah Moreau-Bélanger; Selma Mesri; Sonia Harvey; Tracey Paterson; Annie Scalis; Brigitte Boucher; Crystal Allan; Haley Walsh; Isabelle Aubin; Noonan, Jamie (Ext.); Lyne Michaud (A); Michael Milito; Michael Scandiffio; PA DGA Bureau SMA / AP PB ADM Office (TPSGC/PWGSC); Vanessa Audette; Josianne Jalbert; Martin Henry; Philippe Laroche; Haley Walsh; Media
Objet : FERMÉ : Avis aux médias / Niveau 1 – COVID-19 – ÉPI de la Chine / POLITICO Canada

Veillez noter que cet appel est fermé.

La demande des médias est arrivée le 22 juillet et depuis le 23 juillet, le journaliste n'a publié aucun article sur le sujet.

Étant donné que les choses évoluent rapidement à cet égard, nous fermons la demande.

De : Media
Envoyé : 23 juillet 2020 09:18
À : Johanne Bray ; Arianne Reza
Cc : Angela Intranuovo ; Bryan Blom ; Carole Charette ; Caroline Audette ; David Lord ; Elizabeth Lindsay ; Esther Christensen ; François Boulay ; Geneviève Côté ; Irene Wu ; James Stott ; Jean-François Létourneau ; Jeff Van Zyl ; Jody Wood ; Judith Rorai ; Julie Hahn ; Karim Adam ; Kimberley Dicks ; Liaison ; Lucie Brosseau ; Maria Cama ; Marie-Christine Lalonde ; Marie-Claude Hurens ; Medias Sociaux / Social Media (TPSGC/PWGSC) ; Melissa Pacheco ; Me'Shel Gulliver Bélanger ; Mia Arruda ; Mohamed Lash ; Nathalie Larocque ; Nicholas Dorion ; Pamela Eades ; Rachel Lagacé ; Renee Stephen ; Rosemary Kinnis ; Sara Lacasse ; Sarah Moreau-Bélanger ; Selma Mesri ; Sonia Harvey ; Tracey Paterson ; Usman Chaudhry ; Amanda Semaan ; Annie Scalis; Brigitte Boucher ; Crystal Allan ; Edith Dauphinais ; Haley Walsh ; Isabelle Aubin ; Jamie Noonan ; Lyne Michaud ; Michael Milito ; Michael Scandiffio ; Nathalie Bétoté Akwa ; Nicolas Boucher ; PA DGA Bureau SMA / AP PB ADM Office (TPSGC/PWGSC) ; Vanessa Audette ; Amélie Gingras ; Fabrice Ouellet ; Josianne Jalbert ; Martin Henry ; Philippe Laroche
Objet : RÉVISÉ : Avis aux médias / Niveau 1 – COVID-19 – ÉPI de la Chine / POLITICO Canada

La réponse précédente fournie a été ajoutée ci-dessous.

La demande des médias suivante a été identifiée comme

Le Secteur des communications collaborera avec votre groupe pour élaborer la première ébauche de réponse. Les nouveaux renseignements non approuvés précédemment doivent être indiqués en violet.

Niveau d'approbation le plus élevé : CM

Réponse approuvée par le SMA du programme : 24 juillet 2020 à 12 h

Avis aux médias
POLITICO Canada
Blatchford, Andy (POLITICO Canada)
Date de réception de l'appel : 22 juillet 2020 à 19 h 50
Date limite : 24 juillet 2020 à 17 h
Niveau 1 – COVID-19 – ÉPI de la Chine

CONTEXTE (pour votre information) :

Le journaliste a initialement communiqué avec le Cabinet du ministre (CM) pour obtenir une liste des entreprises en Chine auxquelles le Canada a acheté des ÉPI depuis le début de la pandémie. Le CM a fourni des renseignements généraux, ainsi qu'une réponse écrite. Le journaliste a des questions de suivi sur les renseignements qui lui ont été fournis.

ÉNONCÉ DE VALEURS :

QUESTIONS / RÉPONSES :

Q1. Lors de ses achats auprès de fournisseurs durant la pandémie, en particulier ceux de la Chine, le gouvernement a-t-il continué d'exiger des fournisseurs qu'ils acceptent des modalités interdisant les pratiques de travail telles que les violations des droits de l'homme, y compris le travail forcé?

Q2. Le gouvernement a-t-il procédé à une vérification de l'intégrité des antécédents de chaque fournisseur, y compris ceux de la Chine, pendant la pandémie?

Q3. Dans l'affirmative, les vérifications d'intégrité ont-elles permis de découvrir quelque chose de préoccupant pour les fonctionnaires canadiens? Des achats ont-ils été annulés en raison de ces préoccupations?

Réponse fournie par le Cabinet du ministre le 22 juillet 2020

1. Tout au long de la pandémie, la demande mondiale d'ÉPI et de fournitures médicales nécessaires pour lutter contre la COVID-19 a connu une forte hausse. Par conséquent, nous continuons d'opérer dans un marché hautement compétitif, tout en devant faire face aux risques posés par la fragilité des chaînes d'approvisionnement internationales.

Bien que notre travail à l'échelle du gouvernement au cours des derniers mois, notamment en partenariat avec des fonctionnaires canadiens et un soutien logistique de tiers sur le terrain en Chine, ait contribué à stabiliser les chaînes d'approvisionnement du Canada en ÉPI et en fournitures médicales, nous n'opérons pas dans des circonstances normales et les difficultés persistent.

Compte tenu de la pression soutenue exercée sur les chaînes d'approvisionnement en raison de la concurrence mondiale pour les mêmes produits, si nous devons divulguer des informations sur des contrats ou des fournisseurs spécifiques, particulièrement en ce qui concerne les fournisseurs internationaux, nous pourrions mettre en péril les chaînes d'approvisionnement du Canada pour ces produits vitaux. Cela mettrait en danger notre livraison au Canada et entre les mains des travailleurs

de première ligne, puisque nous les équipons à court terme et que nous nous préparons à d'éventuelles poussées ou futures vagues de pandémie.

Bien que nous ne soyons pas en mesure, étant donné le contexte actuel, de divulguer de détails spécifiques concernant les fournisseurs et les contrats liés à l'approvisionnement du Canada en réponse à la COVID-19, nous avons l'intention de fournir plus d'informations à un moment où ce risque est passé.

341

2. Notre gouvernement s'est engagé à garantir les normes éthiques les plus élevées en matière d'approvisionnement gouvernemental et à prévenir les violations des droits de l'homme, y compris le travail forcé, dans les chaînes d'approvisionnement fédérales. Lors de l'attribution des contrats, Services publics et Approvisionnement Canada exige que les fournisseurs acceptent les modalités interdisant ces pratiques de travail, et procède à une vérification de l'intégrité des antécédents de chaque fournisseur.

Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes de notre gouvernement, nous prenons des mesures pour renforcer la surveillance et l'examen de nos chaînes d'approvisionnement dans le but de nous assurer qu'elles sont exemptes de la traite de personnes et de l'exploitation de travailleurs. Nous travaillons à ajouter d'autres mesures de protection contre le recours au travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement fédérales.

Le Canada demeure profondément troublé par les rapports inquiétants sur la situation au Xinjiang et a fait part de ses préoccupations. Nous avons pris des mesures soutenues en appelant publiquement et systématiquement le gouvernement chinois à mettre fin à la répression au Xinjiang.

C'est une question que nous prenons très au sérieux et que nous continuerons d'aborder.

342